

# *Panorama des travaux d'évaluation économique en France : Pratiques, usages et perspectives*

*Jérôme Wittwer, Université de Bordeaux*



Journée de l'Évaluation Économique en Santé  
17 juin 2026

Collège  
des  
Economistes  
de la  
Santé

en partenariat avec

**GSK**

# La sagesse des anciens (Claude Le Pen)

- « ... *il n’y a pas de comportement plus anti-éthique que de disposer des ressources de la collectivité sans s’interroger en conscience, ne serait-ce qu’un moment, sur les usages alternatifs qu’on pourrait en faire...* »
- « [se méfier de] *l’adhésion à des doctrines utilitaristes qui font passer systématiquement un “intérêt collectif” mythifié avant toute considération de personnes* »

# La sévérité des modernes

- « *Au total, la faiblesse des études et des considérations d'efficience dans le domaine de la santé publique et des actions de PPS en France s'explique assez aisément : la place effective de la médico-économie est restée limitée dans le domaine où il est le plus « naturel » de la développer (l'évaluation du médicament et des technologies), dès lors elle ne pouvait pas se développer dans le domaine des actions de PPS.* » (La prise en compte des preuves scientifiques dans les actions de PPA, Rapport Igas, P-L. Bras & H. Monasse, octobre 2024)
- « *... renforcer l'évaluation médico-économique afin d'étayer les négociations entre le comité économique des produits de santé (CEPS) et les industries pharmaceutiques ...* » (L'ONDAM – Maîtriser sa progression en préservant la qualité des soins, Rapport de la Cour des comptes, avril 2025)

# Les trois mondes et l'Etat

- L'hôpital : de plus en plus armé pour évaluer les innovations dans ses services
- L'industrie : en ordre de bataille pour défendre l'efficacité de ses produits
- Le savant : clairement à la traîne, quelques avant-gardes dispersées
- L'État et ses agences organisent la rencontre de ces trois mondes qui participent formellement à guider l'utilisation des ressources du système de santé (les médicaments évalués par la CEESP représentent plus de 10 milliards d'euros par an)

# L'infusion et la doctrine ou la doctrine de l'infusion

- L'État comme catalyseur de la doctrine : le modèle du NICE, monstre forgé dans l'union improbable de l'État et du savant
- L'impressionnisme à la française : de la médico-économie à petites touches, pas à pas, parfois en reculant, parce qu'il faut en faire, sans toujours être convaincu, mais malgré tout, mystérieux arcanes de la décision ... « de toute façon bien sûr qu'on en tient compte »
- Mais les idées infusent, les contours se dessinent et forgent les esprits sans qu'on y prenne garde

# Construire l'espace du dialogue

- Les lieux nationaux de réflexion sur les pratiques et les doctrines sont peu nombreux et fragiles
- Le rôle modeste que tient le CES est de participer à animer ces échanges entre ces trois mondes et l'État
- On ne peut que souhaiter une participation encore plus active des administrations et des agences indispensables catalyseurs
- L'évaluation économique en santé est une science de l'ingénieur, elle demande à être sans cesse confrontée aux réalités et orientations du décideur